

Pascal Lamy, 52 ans, ex-bras droit de Jacques Delors, est nommé commissaire européen au Commerce international.

Commissaire pas de quartier

PASCAL LAMY
EN 7 DATES
1947. Naissance à Levallois-Perret.
1975. Sort deuxième de l'ENA, après HEC et Sciences-po.
1981. Conseiller du ministre de l'Economie et des Finances, Jacques Delors.
1983. Directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, à Matignon.
1985. Chef de cabinet de Delors à la Commission européenne.
1994. Entre à la direction du Crédit Lyonnais.
1999. Il est désigné commissaire européen.

Pascal Lamy déteste perdre son temps. Quand il ne regarde pas sa montre pendant un entretien, son pied trépide sous la table. Encore dans le poussiéreux décorum or et acajou du Boulevard des Italiens, le numéro 2 du Crédit Lyonnais a déjà la moitié du cerveau à Bruxelles, où Lionel Jospin l'a dépeché comme commissaire européen. Après l'infamante débâcle d'Edith Cresson, tombée pour népotisme avec toute la commission Santer, les socialistes français ont hésité entre un politique flamboyant, Jack Lang, ou un «techno» de choc, Lamy. Un revenant de l'ère Delors, vieux routier de l'alchimie communautaire, rompu à tous les jeux de coulisses. Trop rompu, même aux yeux un peu méfiants du novice Romano Prodi, le nouveau patron de la Commission, mais assez qualifié pour emporter un portefeuille aussi capital que celui du Commerce international. Regard bleu acéré, cheveux réduits à une brosse millimétrique, sec et élégant, Lamy est un condensé explosif de ce que le sérial de la haute administration française peut produire de plus horripilant aux yeux de beaucoup d'Européens. Moitié énarque, moitié officier de la Royale, cet «Exocet» en cravate Hermès jumelle ses racines paysannes normandes avec ses entrées dans les cénacles les plus chic de Paris. Pour qui cherche à le cerner, il tient à disposition des brassées de coupures de presse: «Ça vous fera gagner du temps.» Du *Wall Street Journal* à l'*Asahi Shimbun*, en passant par le *Toronto Star* et la presse européenne, Lamy collectionne une belle brochette d'épithètes: «chef de commando», «meine-soldat», «plus Prusse que les Allemands», «porte-flingue», «rottweiler», «patron de la Stasi». Sans oublier bien sûr, le fameux «Exocet de Delors», qui lui colle à la peau, marque indélébile de ses dix ans à la tête du cabinet de l'ex-président de la Commission.

Cette décennie bénie, tous les acteurs en parlent encore avec des trémolos. «Une époque étincelante, où tout ce qu'on faisait passait, même s'il a fallu casser un peu de vaisselle», se souvient un autre «Delors' boy». Marché unique, traité de Maastricht, Union économique et monétaire, élargissement, l'Europe s'impose à marche forcée. Delors n'aime ni le sang ni le cambouis. A lui la stratégie, la politique, les grands desseins. Lamy se charge des basses œuvres, démine le terrain, l'aide à nourrir sa réflexion et fait tourner la boutique d'une main de fer. Delors pense et hésite beaucoup, Lamy tranche et agit. Garde la tête froide quand son maître a des coups de sang. Bête de travail, il en exige autant de tous ceux qui l'entourent. Face aux lourdeurs de la bureaucratie européenne, à l'obstruction de certains commissaires, les «paras du président»



ont pour règle d'avoir toujours une longueur d'avance, de manœuvrer plus vite. Quitte à tordre des bras et à court-circuiter les canaux officiels. Un âge d'or bien révolu, depuis le rapport de mars dernier sur la mauvaise gestion de la Commission. Aujourd'hui, l'exécutif européen est sur la sellette, accusé d'avoir perdu le contrôle de lui-même au fil de nombreuses dérives débutees sous Delors. Lamy, lui, se borne à brandir un résultat: «A la question de savoir si les dix ans de la Commission Delors ont été bons pour la construction européenne, je n'ai pas de doutes sur la réponse.» Le résultat passe avant les états d'âme. «Lamy, c'est la marche au bulldozer. Plutôt que de perdre son temps à bâtrir du consensus, il passe en force pour remplir au plus vite son contrat», attaque un cégétiste du Crédit Lyonnais. Appelé, en 1994, au secours de la banque, Lamy considère aujourd'hui sa mission accomplie: 10000 postes supprimés, mais la faillite évitée et la privatisation réussie.

A Bruxelles, beaucoup d'eurocrates ont soupiré de soulagement qu'il ne soit pas chargé de la réforme interne de la Commission. Fils de pharmaciens de Saint-Denis, il aurait pu devenir médecin comme ses deux frères. C'était l'ascension sociale «logique», dit-il, après des grands-parents quincailliers et des arrière-grands-parents agriculteurs. Sa «fibre service public» l'a emporté. C'est à l'ENA, promotion Léon Blum, dont il sort second derrière Alain Minc, qu'il découvre Delors au détour d'un séminaire sur les indicateurs sociaux. Catholiques engagés, ils partagent la même vision d'une Europe fédérale, une même «conception de l'intérêt général européen» et vont se lier «à vingt-cinq ans. Au Parti socialiste, où il est entré à 30 ans, Lamy jouit de l'image du militant dévoué, assidu, toujours prêt à répondre présent «pour la moitié réunion à Trifouillis-les-Oies...». Un de ses proches, «Un type très simple», rompu à l'art du parigot autant

qu'au *slang* américain, et «que vous ne verrez pas dans les cocktails, ni les dîners mondains», disent tous ses amis. Au Lyonnais, c'est le seul de la hiérarchie qu'on pouvait croiser à la cantine ou dégoulinant, en short, rentrant au bureau après son jogging de midi. Pas bégueule, mais redoutablement introduit. «Pascal est l'un de ceux qui a le réseau le plus étendu de Paris, dans tous les milieux, en France comme à l'étranger», pointe un ex du cabinet Delors. De la fondation Saint-Simon à divers instituts américains, en passant par le Siècle, ce club ultrafermé qui réunit tous les mois le gotha de l'Hexagone, pour dîner et penser à l'Automobile-Club.

Cette réputation de brute: «Frankement, ça ne me dérange pas», reprend Lamy de sa voix bourrue. «C'est vrai que quand un truc ne va pas, je ne perds pas mon temps en diplomatie. Mais ce qui me gênerait beaucoup, c'est qu'on dise que je suis injuste», dit-il en allumant son troisième cigare à Corps diplomatique. L'image du missile, loin de lui déplaire, le sert. Ceux qui l'ont vu à l'œuvre ne sont pas dupes: «C'est une tactique très travaillée. Les gens qui ressortent vivants de son bureau, sans avoir été trop malmenés, lui voient de la reconnaissance et se flattent d'être des exceptions.»

Alors qu'il s'apprête à enfiler les pantoufles de Jean Peyrelevade à la présidence du Lyonnais, Pascal Lamy, en bon grognard de la République, a finalement repris le chemin de Bruxelles. Pour son «ami» Jospin et avec la satisfaction d'arracher l'un des portefeuilles capitaux: celui du Commerce international. A la veille du nouveau cycle de négociations qui va s'ouvrir à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), la France brûlait d'y placer l'un des siens, après dix ans de domination anglo-saxonne.

Lamy ne doute pas trop qu'il arrivera «à fitter au job». Grand coureur de marathon, il aime les défis, qu'ils soient lancés à son grand corps ou à ses «turbines intellectuelles». Un job «formidablement stimulant». «L'entreprise, c'est simple. A Bruxelles, on passe clairement dans la classe supérieure dans la manière d'utiliser ses méninges.» Le seul échec qu'il avoue est son fiasco électoral aux législatives de 1993. Dans son terroir familial normand, où non à Maastricht venait de faire 55%, le brillant eurocrate fut battu à plate couture par le Front national. Une candidature suicide qu'il avait acceptée sans illusions, pour «se sentir utile». Il s'est remis de cette Bérénice. «J'ai compris que ce n'est pas dans ce genre d'exercice que j'exerce le mieux mes talents.» Entre la cinquième circonscription de l'Eure et Bruxelles, il n'a pas perdu au change: sa nouvelle «constituency», comme il dit, «ce n'est pas seulement l'Union européenne, c'est le monde. Le monde, c'est gros, c'est grand...»

C'est vrai que quand un truc ne va pas, je ne perds pas mon temps en diplomatie. Mais ce qui me gênerait beaucoup, c'est qu'on dise que je suis injuste.